

Le 8 juillet 2015 s'est déroulé à l'Hôtel de ville de Paris la conférence/débat  
« **Adolescentes invisibles, développement impossible** »  
Ce rendez-vous important en faveur des adolescentes s'est fait à l'initiative d'Equipop  
et en partenariat avec la mairie de Paris.

## Les Insoumises : paroles de jeunes africaines

Equipop = Équilibre et Population est une ong créée en 1993 par des médecins et des journalistes et principalement par Marie-Claude Tesson, dans le cadre de la Conférence internationale sur la Population et le Développement du Caire. L'association travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes pour un développement juste et durable.

En 2013 Equipop publie un recueil de témoignages et de récits de vie « Elles racontent pour que ça compte : paroles de jeunes africaines ». En 2014, elle lance « La Déclaration de la Fille », un appel à l'action pour intégrer les adolescentes à un vaste programme de développement – de 2015 à 2030- qui fait des jeunes filles un levier essentiel pour un épanouissement juste et durable en faveur des adolescentes.

### JE FAIS PARTIE DE LA SOLUTION

Victimes d'une double discrimination, celle du genre (inégalités homme/ femme) et celle de l'âge, elles réclament une juste place, que leurs droits fondamentaux soient respectés et que leurs compétences et leurs qualités soient reconnues et puissent s'exprimer. L'intégration des adolescentes à la société doit se faire dans tous les domaines. En septembre 2015, les états des Nations Unies présentent une liste d'objectifs de développement durable sur ce point précis qui les engageront jusqu'en 2030.

### J'AI UNE VOIX ET JE LA FERAI ENTENDRE

**La situation des jeunes filles dans le secteur de l'éducation.** En Afrique subsaharienne et dans les pays en voie de développement, une fille sur quatre en âge d'être scolarisée en primaire ne va pas à l'école, plus d'une adolescente sur deux ne fréquente pas l'enseignement secondaire.

**La situation dans le domaine des mariages et grossesses précoces,** une fille sur neuf est mariée avant 15 ans, chaque année 16 millions de jeunes filles entre 15 et 19 ans accouchent.

**La situation dans le secteur de la santé et les com-**



## Sur le mariage précoce et le mariage forcé

plications au cours de la grossesse sont la principale cause de décès chez les adolescentes. Un décès sur sept est lié à un avortement, 74 % des nouvelles infections touchent les filles de 15 à 19 ans, parmi elles la fistule obstétricale, véritable problème de santé publique. \*chiffres de l'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS, l'UNFPA

### CE MOMENT OÙ ON M'A PERMIS D'ÊTRE EXTRAORDINAIRE

La situation tragique de ces jeunes filles confrontées à une discrimination sociale violente, ne pourra changer qu'avec une évolution des mentalités et une prise de responsabilités des gouvernants. La reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels relève du respect des droits humains, et il est insupportable que des adolescentes soient l'objet d'un asservissement collectif de la part de certaines nations. Les voix des victimes qu'on étouffe résonnent toujours à un moment donné.

### OUI, C'EST MAINTENANT LE MOMENT

Le 15 décembre 2011, l'ONU a officiellement reconnu le 11 octobre comme étant la Journée Internationale des Filles, une journée dédiée à un groupe démographique particulier, vulnérable et auquel l'éducation apportera autonomie et reconnaissance. Le 11 octobre 2012 a eu pour thème « le mariage forcé » et a accueilli à l'ONU la jeune pakistanaise Malala Yousafzai, une formidable avocate de la cause des jeunes filles. Le 11 octobre 2013 a continué à se battre contre l'avisement et l'asservissement des filles. Le 11 octobre 2014 a vu la mobilisation de célébrités en faveur du droit des filles avec la création d'un événement, « La Main levée », se faire prendre en photo la main levée pour revendiquer le droit à l'éducation des filles. Le 11 octobre 2015 a exprimé le souhait que les jeunes filles soient pleinement actrices de leur vie, et en décembre 2015 s'est déroulé à Cotonou au Bénin, la réunion annuelle de Partenariat de Ouagadougou, mouvement en faveur de la planification familiale dans les neuf pays de l'Afrique de l'Ouest francophone. Ce rendez-vous très



important a permis de faire le point sur la sensibilisation des communautés au planning familial. À la fin de l'année 2015, Equipop a lancé un nouveau projet en faveur des droits et de la santé sexuels et reproductifs des femmes et des jeunes filles de l'Afrique de l'Ouest, trente mois d'accompagnement dans cinq pays, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Le projet « Protéger la Prochaine Génération » s'est mis en place concrètement sur un ensemble de 50 villages du district sanitaire de Kayes, au Nord-Ouest du Mali où Equipop travaille avec Alliance Droits et Santé, un réseau de onze Ongafricaines de la société civile locale qu'elle a créées en 2006.

### Aurélie Gal-Régniez, directrice d'Equipop

#### Comment ce nouveau plan de développement est-il accueilli par les décideurs que sont les autorités politiques ?

Depuis sa création en 1993, Équilibres & Populations s'attache à convaincre les autorités politiques de mieux prendre en compte, dans leurs programmes et leurs budgets, les enjeux de développement humain, en particulier la santé et les droits des femmes. Nous insistons sur la nécessité de politiques inclusives qui ne laissent personne sur le bord de la route. C'est pourquoi nous mettons notamment l'accent sur les besoins des adolescentes qui, à cause de leur âge et de leur sexe, constituent trop souvent une catégorie invisible pour l'action publique. Et pour le moment, en Europe comme en Afrique, les réponses des décideurs à nos demandes sont loin d'être à la hauteur des enjeux de développement. Peu nombreuses sont les personnes dirigeantes qui ont véritablement saisi la portée de ces problèmes, qui relèvent de la justice sociale mais aussi du développement économique et de la stabilité. Malgré cela, il faut souligner des initiatives prometteuses sur lesquelles il est possible de s'appuyer.

#### Vous avez des liens étroits avec les acteurs locaux sans lesquels rien ne peut se faire, comment fonctionne ce partenariat et à quel niveau ?

Dès 2000, en plus des actions de plaidoyer pour orienter les politiques d'aide publique au développement française et européenne, Equipop a décidé de mener des projets concrets en Afrique de l'Ouest au plus près des communautés. Pour ce faire, nous avons fait le choix stratégique d'intervenir en partenariat et en soutien à



des associations locales. Il s'agit ainsi de participer à l'émergence d'acteurs locaux solides, capables d'œuvrer sur le long terme pour le changement dans leurs pays respectifs. La plupart du temps, Equipop assure la coordination stratégique et budgétaire des projets mis en œuvre par des partenaires locaux sur des territoires qu'ils connaissent bien. Systématiquement, nous inscrivons aussi dans ces projets un transfert de compétences et un appui organisationnel à nos partenaires afin qu'ils sortent renforcés de ces expériences. Ils sont alors en mesure de nouer des collaborations avec d'autres ou de directement mettre en œuvre des projets.

#### Votre travail de bénédictins serait impossible sans de solides partenariats et vous avez formidablement et avec ténacité, réussi tout au long de ces années à travailler avec des gens et des sociétés engagés et prestigieux. Parlez-nous de ce partenariat qui vous lie désormais à la fondation Bill et Melinda Gates...

La fondation Bill & Melinda Gates constitue un acteur incontournable dans le champ de la solidarité internationale. Nos premiers partenariats avec elle datent de plus de 10 ans. Aujourd'hui, la fondation nous soutient pour mettre en œuvre un travail d'interpellation et de suivi des engagements des décideurs, de mobilisation des citoyens et citoyennes ainsi que d'appui à la société civile africaine, en particulier en matière de santé et de la procréation. Nos interlocuteurs à la fondation sont des gens très professionnels qui connaissent bien les thématiques et la complexité liée aux enjeux de développement. En cette période de fortes contraintes pesant sur les financements publics, la collaboration avec cette fondation est extrêmement précieuse pour nous. Nous l'envisageons sur le long terme.

#### L'équilibre se fait-il plus facilement au fil des

#### années mais y a-t-il une pièce maîtresse qui au fil du temps a fait avancer vos projets ?

Nous travaillons dans un environnement très complexe et il est vrai que c'est un réel atout de mettre en lien des connaissances relevant de domaines complémentaires : santé publique, sciences sociales, sciences politiques, droit, économie. De la même manière, être en capacité de travailler avec différentes parties prenantes (citoyens, personnels de santé, politiques, techniciens, journalistes, parlementaires...) aussi bien au niveau local que sur la scène internationale constitue un puissant levier d'action. Je dirais donc que ce qui fait notre force, c'est la capacité à appréhender cette complexité et à faire des liens entre différents acteurs aux intérêts parfois divergents. Nous sommes aussi très attachés à travailler dans une démarche participative et à nous inscrire dans le moyen terme. Il faut accepter que les processus de développement prennent du temps et ne sont vraiment efficaces que si les principaux concernés y sont étroitement associés.

#### Accompagner un projet demande une réelle synergie des acteurs d'où l'importance de la participation des femmes et des jeunes filles. Mais qu'en est-il de l'éducation scolaire, la base de la liberté, dans ces pays d'Afrique où vous intervenez ?

Si cette dernière décennie, des progrès majeurs ont été réalisés en matière d'accès à l'éducation, beaucoup d'enfants sont encore tenus à l'écart de l'école, en particulier les filles.

En Afrique subsaharienne, on estime à plus de 30 millions le nombre d'enfants non scolarisés alors qu'ils sont en âge de suivre l'enseignement primaire. Par ailleurs, beaucoup d'enfants, faute de conditions correctes de scolarisation, sortent de l'école sans maîtriser les apprentissages de base. D'énormes efforts restent donc à réaliser en faveur de l'éducation scolaire et plus largement en faveur de tous les canaux d'éducation, médias et actions sociales, qui permettent aux jeunes d'acquérir des connaissances et des compétences. ■

« Je ne suis pas venue au monde pour être invisible »

